



## Arrêt

**n° 322 929 du 7 mars 2025**  
**dans les affaires X**  
**X / III**

**En cause : X**

**Ayant élu domicile : au cabinet de Maître P. KAYIMBA KISENGA**  
**Boulevard Auguste Reyers, 106**  
**1030 BRUXELLES**

**X**

**Contre :**

**l'Etat belge, représenté par la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration et désormais**  
**par la Ministre de l'Asile et de la Migration**

### **LA PRESIDENTE F.F. DE LA III<sup>ème</sup> CHAMBRE,**

Vu les requêtes introduites le 14 août 2024 et le 15 août 2024, par X, qui déclare être de nationalité sénégalaise, tendant à la suspension et l'annulation de la décision de rejet d'une demande d'autorisation de séjour, prise le 29 mai 2024.

Vu le titre I<sup>er</sup> bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après « la loi du 15 décembre 1980 »).

Vu les notes d'observations et les dossiers administratifs.

Vu les ordonnances du 18 décembre 2024 convoquant les parties à l'audience du 24 janvier 2025.

Entendue, en son rapport, B. VERDICKT, juge au contentieux des étrangers.

Entendus, en leurs observations, Me F. OMANEMBA WONYA *loco* Me P. KAYIMBA KISENGA, avocat, qui comparaît pour la partie requérante dans l'affaire X, par Me R. OMBA BUILA *loco* Me M. SIMOËS, avocate, qui comparaît pour la partie requérante dans X, et par Me M. ELJASZUK *loco* Me F. MOTULSKY, avocate, qui comparaît pour la partie défenderesse.

### **APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

#### **1. Procédure**

L'article 39/68-2 de la loi du 15 décembre 1980 énonce : « *Lorsqu'une partie requérante a introduit plusieurs requêtes recevables à l'encontre du même acte attaqué, ces recours sont joints d'office. Dans ce cas, le Conseil statue sur la base de la dernière requête introduite, à moins que la partie requérante*

*n'indique expressément au Conseil, au plus tard à l'audience, la requête sur la base de laquelle il doit statuer. La partie requérante est réputée se désister des autres requêtes introduites [...] ».*

En application de cette disposition, la partie requérante ayant introduit, le 14 août 2024 et le 15 août 2024, deux requêtes à l'encontre de la décision de rejet d'une demande d'autorisation de séjour, prise le 29 mai 2024, lesquelles ont été enrôlées, respectivement, sous les numéros 323 615 et 322 237, celles-ci sont jointes d'office.

A l'audience, interrogés quant à la requête sur la base de laquelle le Conseil du contentieux des étrangers (ci-après : le Conseil) doit statuer, les conseils de la partie requérante en ces affaires déclarent ne pas avoir reçu d'instructions de leur client et se réfèrent aux dispositions légales applicables en l'espèce.

Aucun choix particulier n'ayant été opéré, le Conseil applique l'article 39/68-2 susvisé et statue sur la base de la dernière requête enrôlée sous le n° 322 237 visant la décision de rejet d'une demande d'autorisation de séjour, prise le 29 mai 2024.

## **2. Faits pertinents de la cause**

2.1. La partie requérante déclare être arrivée en Belgique au cours de l'année 2014 « dans le cadre de l'affectation de son père en qualité de diplomate » et « a obtenu une carte d'identité diplomatique ». Le 23 mars 2017, la partie requérante a restitué sa carte d'identité diplomatique.

2.2. Le 30 mars 2017, la partie requérante a introduit une demande d'autorisation de séjour en qualité d'étudiante. Le 13 juin 2017, la partie défenderesse a accepté cette demande et a mis la partie requérante en possession d'une carte A valable jusqu'au 31 octobre 2017. Celle-ci a été prorogée jusqu'au 31 octobre 2021.

2.3. Le 21 octobre 2021, la partie requérante a introduit une demande de renouvellement de son autorisation de séjour en tant qu'étudiante.

Le 5 janvier 2022, la partie défenderesse a transmis un courrier « droit d'être entendu » à la partie requérante.

Le 2 mars 2022, la partie requérante a exercé son droit d'être entendu.

Le 18 mars 2022, la partie défenderesse a pris une décision de refus de renouvellement de l'autorisation de séjour temporaire en qualité d'étudiante et a pris un ordre de quitter le territoire (annexe 33bis). Par un arrêt n° 288 432 du 3 mai 2023, le Conseil a rejeté le recours introduit à l'encontre de ces décisions.

2.4. Le 18 juillet 2022, la partie requérante a introduit une demande d'autorisation de plus de trois mois, en qualité d'étudiante, « *sur pied de l'article 9bis et des articles 58 à 61 de la loi du 15 décembre 1980* ». Cette demande a été complétée le 5 octobre 2022, le 8 novembre 2022 et le 13 décembre 2023.

Le 29 mai 2024, la partie défenderesse a pris une décision de rejet d'une demande d'autorisation de séjour. Cette décision, qui a été notifiée à la partie requérante le 16 juillet 2024, constitue l'acte attaqué et est motivée comme suit :

### **« MOTIVATION :**

*Considérant que le 18/07/2022, l'intéressée a introduit, par le biais de son avocat, une demande d'autorisation de séjour de plus de 3 mois, en qualité d'étudiante, sur pied de l'article 9bis et des articles 58 à 61 de la loi du 15 décembre 1980 ;*

*Considérant que l'intéressée fait l'objet d'un ordre de quitter le territoire (Annexe 33bis) daté du 18/03/2022, lui notifié le 22/05/2022 auquel elle ne prouve pas avoir obtempéré ;*

*Considérant donc que la présente demande est introduite en séjour illégal ;*

*Considérant que l'intéressée s'est acquitté [sic] en date du 01/07/2022 du montant de la redevance rattachée aux demandes d'autorisation de séjour en application de l'article 60.*

*Or une telle demande pour études ne peut être introduite qu'auprès du poste belge compétent tel que stipulé à l'article 60§1 ou auprès du bourgmestre si l'intéressé séjourne légalement sur le territoire tel que stipulé à l'article 60§2, situation dans laquelle l'intéressé ne se trouve plus suite à la notification de l'ordre de quitter le territoire dont elle fait l'objet.*

*Cette dernière procédure constitue la seule dérogation à l'article 60§1 qui impose l'introduction de toute demande d'autorisation au séjour pour études à partir du poste belge compétent pour le lieu d'origine ou de résidence à l'étranger.*

*Il y a donc lieu de se référer au principe général du droit que traduit l'adage latin « lex specialis derogat legi generali » : une loi spéciale déroge à une loi générale.*

*Par conséquent, le fait d'invoquer des circonstances exceptionnelles ne permet pas de déroger à la procédure définie à l'article 60§2, laquelle constitue l'unique alternative légale à l'article 60§1.*

*En conséquence, la demande de séjour de l'intéressée est **Rejetée**. L'intéressée est invitée à obtempérer à l'ordre de quitter le territoire daté du 18/03/2022, lui notifié le 22/05/2022 ».*

### **3. Exposé du moyen d'annulation**

3.1. La partie requérante prend un moyen unique de la violation des articles 9bis et 58 à 61 de la loi du 15 décembre 1980, des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et de l'article 8 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (ci-après : la CEDH).

3.2. Dans une première branche, après avoir rappelé une partie de la motivation de l'acte attaqué et exposé des considérations théoriques à propos de l'article 9bis et 9ter de la loi du 15 décembre 1980, la partie requérante fait valoir qu'il est erroné de soutenir qu'une demande de séjour pour études ne peut être introduite sur base de l'article 9bis et que « l'irrégularité du séjour de la requérante est impertinente en ce qui concerne l'appréciation de sa demande sur base de l'article 9bis ».

Elle ajoute que « Étant donné que ce sont justement les personnes en séjour irrégulier qui se voient contraintes d'introduire une demande de régularisation sur base de l'article 9bis, ce serait vider la substance de cet article que de brandir l'irrégularité de séjour de la requérante pour juger du fondement de sa demande » et estime que la partie défenderesse aurait dû vérifier si les éléments avancés dans sa demande visée au point 2.4. du présent arrêt constituent des circonstances exceptionnelles.

Elle estime ensuite qu'« il est tout à fait largement raisonnable de considérer la situation de la requérante comme un cas constitutif de circonstances exceptionnelles qui nécessite de lui accorder le droit d'introduire une demande de régularisation à partir du territoire belge ».

Ensuite, s'agissant des articles 58 à 61 de la loi du 15 décembre 1980, la partie requérante soutient que, ne se trouvant pas dans l'un des cas visés à l'article 61/1/3 de la même loi, une autorisation de séjour doit lui être accordée, puisque les conditions sont remplies et qu'elle a produit tous les documents requis pour le renouvellement de son séjour étudiant.

Exposant ensuite des considérations théoriques à propos des articles 58 et suivants de la loi du 15 décembre 1980, elle fait valoir que, dans sa demande susvisée, elle a évoqué plusieurs éléments, tels que sa scolarité, la longueur de son séjour, son intégration et sa vie privée, qui ont été rejetés par la partie défenderesse, sans examiner s'ils sont susceptibles de constituer des circonstances exceptionnelles.

Elle poursuit en affirmant que « dès lors les éléments qu'ont évoqués la requérante dans sa demande devraient être analysés par la partie adverse en tenant compte de son cas pour déduire s'ils peuvent ou non constituer un motif suffisant pour justifier une régularisation. Chose qui n'a pas été faite » et que la motivation de l'acte attaqué n'est pas suffisante « dès lors qu'elle ne permet pas de comprendre la raison pour laquelle, dans le cas d'espèce, la partie adverse a estimé qu'à tout le moins, la bonne intégration de la requérante et la durée de son séjour sur le territoire n'étaient pas de nature à lui permettre d'obtenir une autorisation de séjour ».

Faisant ensuite valoir qu'elle poursuit une scolarité commencée depuis plusieurs années, elle soutient qu'« exiger qu'une personne devra se trouver en séjour régulier pour introduire une demande de régularisation est contra legem en ce sens qu'elle ajoute une condition supplémentaire à la loi » et qu'

« Attendu que l'illégalité du séjour ne constitue pas un obstacle à l'introduction d'une demande de séjour sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, sous peine de vider cette disposition de sa substance, dans la mesure où elle vise à permettre à un étranger en séjour irrégulier sur le territoire d'obtenir une autorisation de séjour de plus de trois mois.

Que s'il convient d'admettre que rien n'empêche la partie adverse de faire d'emblée le constat que la partie requérante est dans une situation de séjour illégal, il lui incombe en tout état de cause de répondre par ailleurs, de façon adéquate et suffisante, aux principaux éléments soulevés dans la demande d'autorisation de séjour et de les examiner dans le cadre légal qui lui est soumis ».

Elle ajoute que l'acte attaqué « est donc insuffisamment motivé, et que la partie adverse a méconnu son obligation de motivation formelle aussi, en omettant de préciser les raisons pour lesquelles, *in specie*, l'intégration de la requérante et la longueur de son séjour dans le Royaume ne pouvaient déboucher sur l'octroi d'une autorisation de séjour dans son chef, violant de la sorte les articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 visée au moyen ».

Affirmant ensuite qu'un précédent ordre de quitter le territoire n'empêche nullement une personne en séjour illégal d'introduire sa demande de régularisation, elle estime que « Se limiter à demander à la requérante de se conformer au précédent ordre de quitter le territoire, sans tenir compte des éléments par elle invoquée dans le cadre de sa demande de régularisation, est une motivation inadéquate » et se réfère à un arrêt du Conseil qu'elle estime s'appliquer en l'espèce.

3.3. Dans une seconde branche, la partie requérante expose que :

« Attendu que la présente décision est prise alors même que la requérante vit en Belgique depuis ses 17 ans et est âgée aujourd'hui de 27 ans ;

Qu'elle a étudié en Belgique, formant une vie privée de par sa scolarité, son intégration et ses attaches sociales ;

Qu'elle a développé en Belgique une vie privée au sens de l'article 8 de la CEDH.

Qu'aucune analyse pertinente au regard de la vie privée de la requérante n'apparaît à la lecture de la décision lui notifiée.

Que la partie adverse n'a donc pas pris en considération les intérêts familiaux de la requérante, sa scolarité et son intégration tant sociale que professionnelle qui sont des aspects de sa vie privée protégée par l'article 8 de la CEDH, avant de prendre l'acte querellé ;

Attendu que lors de la vague des grévistes de 2021 [G. V.], conseiller à l'Office des étrangers, a précisé ainsi publiquement le 22.07.2021 que parmi les éléments positifs pris en compte pour évaluer les dossiers de régularisation sur le fond figurent les « procédures d'asile longues, avoir de la famille en Belgique, des enfants scolarisés, avoir travaillé, eu des titres de séjour par le passé, ... »

Que pourtant, aucun élément n'a été pris en compte en l'espèce ;

Qu'il a été démontré supra que non seulement sa vie privée n'a pas été constituée que pendant l'irrégularité du séjour mais également qu'une telle condition est contra legem et constitue un excès de pouvoir ;

Qu'en prenant la décision querellée dans ce contexte, la partie adverse a refusé de tenir compte des obligations lui incombant tirées de l'article 8 de la CEDH ;

Que la motivation exposée dans le corps de l'acte attaqué ne reflète pas un examen réel de la demande ayant apprécié l'ensemble des éléments de la cause et, plus particulièrement, les conséquences sur la vie privée de la requérante ;

Qu'il lui incombait donc, à tout le moins, de procéder à un examen attentif de la situation au regard de ladite disposition et, le cas échéant, de réaliser la balance des intérêts en présence, ce qui ne ressort nullement de la motivation de l'acte attaqué ;

Que la partie adverse ne s'est pas livrée, en l'espèce, à un examen aussi rigoureux que possible de la cause, en fonction des circonstances dont elle avait ou devait avoir connaissance au moment de prendre la décision attaquée, et que la violation invoquée de l'article 8 de la CEDH doit, dès lors, être considérée comme fondée à cet égard.

Qu'il en résulte que la décision querellée doit être annulée ».

## 4. Discussion

4.1.1. Sur le moyen unique, le Conseil rappelle que l'article 60 de la loi du 15 décembre 1980 prévoit que « § 1er. Le ressortissant d'un pays tiers souhaitant séjourner sur le territoire du Royaume en tant qu'étudiant doit introduire sa demande auprès du poste diplomatique ou consulaire compétent pour le lieu de sa résidence à l'étranger.

*§ 2. Par dérogation au paragraphe 1er, le ressortissant d'un pays tiers qui est déjà admis ou autorisé à séjourner sur le territoire du Royaume pour une durée n'excédant pas nonante jours conformément au Titre I, Chapitre II, ou qui est déjà admis ou autorisé à séjourner sur le territoire du Royaume pendant plus de nonante jours en une autre qualité, peut introduire sa demande auprès de l'administration communale du lieu de sa résidence sur le territoire du Royaume s'il introduit la demande avant l'expiration de la durée de validité de ce permis ou de cette autorisation, à condition qu'il soit déjà inscrit dans un établissement d'enseignement supérieur afin d'y suivre des études à temps plein ».*

Le Conseil rappelle également que l'obligation de motivation formelle qui pèse sur l'autorité n'implique nullement la réfutation détaillée de tous les arguments avancés par la partie requérante. L'obligation de motivation formelle n'implique que l'obligation d'informer celui-ci des raisons qui ont déterminé l'acte attaqué, sous la réserve toutefois que la motivation réponde, fût-ce de façon implicite, mais certaine, aux arguments essentiels de l'intéressé.

Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet. Le Conseil souligne en outre que, dans le cadre du contrôle de légalité, il n'est pas compétent pour substituer son appréciation à celle de l'autorité administrative qui a pris l'acte attaqué. Ce contrôle doit se limiter à vérifier si cette autorité n'a pas tenu pour établis des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif et si elle n'a pas donné desdits faits, dans la motivation tant matérielle que formelle de sa décision, une interprétation qui procède d'une erreur manifeste d'appréciation.

4.1.2. En l'espèce, la partie défenderesse, après avoir constaté que la partie requérante avait introduit une demande d'autorisation de plus de trois mois, en qualité d'étudiante, sur pied de l'article 9bis et des articles 58 à 61 de la loi du 15 décembre 1980, a considéré que la partie requérante « *fait l'objet d'un ordre de quitter le territoire (Annexe 33bis) daté du 18/03/2022, lui notifié le 22/05/2022 auquel elle ne prouve pas avoir obtempéré ;*

*Considérant donc que la présente demande est introduite en séjour illégal ;*

*Considérant que l'intéressée s'est acquittée [sic] en date du 01/07/2022 du montant de la redevance rattachée aux demandes d'autorisation de séjour en application de l'article 60.*

*Or une telle demande pour études ne peut être introduite qu'auprès du poste belge compétent tel que stipulé à l'article 60§1 ou auprès du bourgmestre si l'intéressé séjourne légalement sur le territoire tel que stipulé à l'article 60§2, situation dans laquelle l'intéressé ne se trouve plus suite à la notification de l'ordre de quitter le territoire dont elle fait l'objet.*

*Cette dernière procédure constitue la seule dérogation à l'article 60§1 qui impose l'introduction de toute demande d'autorisation au séjour pour études à partir du poste belge compétent pour le lieu d'origine ou de résidence à l'étranger.*

*Il y a donc lieu de se référer au principe général du droit que traduit l'adage latin « *lex specialis derogat legi generali* » : une loi spéciale déroge à une loi générale.*

*Par conséquent, le fait d'invoquer des circonstances exceptionnelles ne permet pas de déroger à la procédure définie à l'article 60§2, laquelle constitue l'unique alternative légale à l'article 60§1 » et a rejeté la demande de la partie requérante.*

Ces motifs ne sont aucunement contestés par le conseil de la partie requérante qui s'attèle, dans sa requête, à développer des arguments à l'encontre d'une décision d'irrecevabilité 9bis et à invoquer l'existence de circonstances exceptionnelles dans son chef, ne rencontrant ainsi aucunement les motifs de l'acte attaqué.

4.1.3. Ainsi, la lecture de l'acte attaqué révèle que la partie requérante se serait acquittée du montant de la redevance rattachée aux demandes d'autorisation de séjour en application de l'article 60 de la loi du 15 décembre 1980, ce qu'elle ne conteste aucunement en termes de requête, impliquant que sa demande devait être introduite auprès du poste belge compétent pour le lieu d'origine ou de résidence à l'étranger conformément à l'article 60, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 décembre 1980. En conséquence la partie défenderesse constatant que la demande avait été introduite en Belgique sans que la partie requérante se trouve en séjour légal tel que prévu à l'article 60, § 2, de la même loi, un ordre de quitter le territoire lui ayant été délivré le 18 mars 2022, a conclu que la partie requérante ne pouvait se prévaloir de cette dernière disposition et ainsi rejeter sa demande.

Aucune contestation n'étant apportée par le conseil de la partie requérante sur les motifs fondant l'acte attaqué, ceux- doivent être considérés comme établis.

La simple contestation de la partie requérante selon laquelle elle ne se trouve pas dans l'un des cas visés à l'article 61/1/3 de la même loi et que, dès lors, une autorisation de séjour doit lui être accordée, puisque les conditions sont remplies et qu'elle a produit tous les documents requis pour le renouvellement de son séjour étudiant, n'est pas de nature à énerver les constats qui précèdent. En effet, la partie requérante reste en défaut de contester la motivation selon laquelle elle aurait dû introduire sa demande de visa étudiant depuis le pays d'origine, comme prescrit à l'article 60, § 1<sup>er</sup> de la loi du 15 décembre 1980.

4.2. Sur la violation alléguée de l'article 8 de la CEDH, le Conseil observe que, la partie requérante ne contestant pas le motif selon lequel la partie requérante « *s'est acquitté [sic] en date du 01/07/2022 du montant de la redevance rattachée aux demandes d'autorisation de séjour en application de l'article 60* » et qu' « *une telle demande pour études ne peut être introduite qu'auprès du poste belge compétent tel que stipulé à l'article 60§1 ou auprès du bourgmestre si l'intéressé séjourne légalement sur le territoire tel que stipulé à l'article 60§2, situation dans laquelle l'intéressé ne se trouve plus suite à la notification de l'ordre de quitter le territoire dont elle fait l'objet* », celui-ci est considéré comme établi.

Partant, il n'appartenait pas à la partie défenderesse d'examiner les circonstances exceptionnelles invoquées par la partie requérante à l'appui de sa demande visée au point 2.4. du présent arrêt, en ce compris les éléments de vie privée et familiale y développés.

Il appartient dès lors à la partie requérante d'introduire une demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9bis et de payer la redevance appropriée afin de voir celle-ci traitée au regard des circonstances exceptionnelles invoquées, notamment sa vie privée et familiale sur le territoire belge.

4.3. Au vu de l'ensemble des éléments qui précèdent, la partie requérante ne démontre pas la violation par la partie défenderesse des dispositions qu'elle vise dans son moyen, de sorte que celui-ci n'est pas fondé.

## **5. Débats succincts**

5.1. Le recours en annulation ne nécessitant que des débats succincts, il est fait application de l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

5.2. Le Conseil étant en mesure de se prononcer directement sur le recours en annulation, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

## **PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

### **Article 1<sup>er</sup>**

Les affaires enrôlées sous les numéros X et X sont jointes.

### **Article 2**

Le désistement d'instance est constaté, en ce qui concerne la requête en suspension et annulation enrôlée sous le numéro X

### **Article 3**

La requête en suspension et annulation, enrôlée sous le numéro X est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le sept mars deux mille vingt-cinq par :

B. VERDICKT,  
A. KESTEMONT,

présidente f.f., juge au contentieux des étrangers,  
greffière.

La greffière,

La présidente,

A. KESTEMONT

B. VERDICKT